



## Un système fiscal juste et d'avenir

### Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse et conseiller aux Etats (FR)

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Camarades,

Il y a quelques semaines, j'ai partagé la table d'un grand patron de notre économie, fort mécontent du traitement que nous lui avons réservé dans le cadre de la campagne 1:12. Il considérait que s'en prendre à son salaire, c'était attenter à sa vie privée ; et surtout, qu'il ne pouvait pas se défendre. S'il prenait la parole, il serait immédiatement décrit comme le pire des *Abzocker*. S'il se taisait, il était traité de lâche qui refusait le débat.

Pourtant, la solution était simple, et nous en sommes même tombé d'accord après quelques minutes: faire en sorte que les super-riches prennent pleinement leur place dans notre société, qu'ils quittent leurs ghettos, qu'ils mettent leurs enfants dans nos écoles publiques, qu'ils participent à la vie de nos sociétés... et qu'ils acceptent de payer des impôts. Le vrai patriotisme, pour une entreprise, pour un patron, pour un manager, c'est d'être fier de payer des impôts. Heureux de contribuer à l'effort commun. C'est d'être du côté de Warren Buffet, qui demande aux parlementaires américains d'augmenter ses impôts, jugeant inadmissible qu'il ne paye que 17% alors que sa secrétaire en paye 30.

### Défendre la justice fiscale

On nous adresse souvent ce reproche : « vous menez une campagne contre les riches ». Journaux et politiciens bourgeois considèrent qu'être pour plus de justice fiscale, pour une limitation des excès de quelques-uns, pour un impôt sur les héritages supérieurs à deux millions, c'est mener la guerre contre les riches et menacer la prospérité de la Suisse. C'est exactement le contraire qui est vrai : défendre l'impôt, **se battre pour sa progressivité et faire en sorte que cessent les abus de la concurrence fiscale, c'est défendre une Suisse pour toutes et tous, sans privilèges**. Y compris pour les plus aisés, à qui il est parfois utile de rappeler qu'ils font partie intégrante de notre société. Que pour nous, ils sont plus que des nomades fiscaux, des acronymes dans quelques organigrammes de société. Nous attendons d'eux qu'ils s'intègrent et contribuent au développement culturel, économique, social des communautés dans lesquelles ils vivent.

Nous ne menons campagne contre personne, mais nous avons une ambition : celle de **construire une société où chacun ait sa place, où chacun joue son rôle. Une société sans passagers clandestins, sans profiteurs. Riches et moins riches doivent y contribuer, selon leurs ressources. Et une des expressions de cette contribution, c'est l'impôt**. Il faut défendre la justice fiscale, combattre les tricheurs. Parce que cet effort commun permet de financer des prestations utiles à toutes et tous, parce qu'il contribue à renforcer la cohésion et donc la stabilité du pays, mais aussi parce qu'il marque l'attachement de tous, j'ai bien dit de tous, au bien commun.

Nos adversaires aiment bien nous caricaturer en parti de l'impôt. Et bien assumons. **Nous sommes le parti de la fiscalité durable.** Disons clairement que **nous sommes plus compétents, plus crédibles, plus engagés** que d'autres sur ce point. Parce que c'est une pierre angulaire de nos politiques. Sans impôts, pas de service public, pas d'écoles, pas d'hôpitaux, pas de trains, pas de routes, pas d'agriculture. Sans une progressivité de l'impôt, pas de répartition des richesses, pas de solidarité entre les cantons.

## **Le parti d'une fiscalité durable**

Aujourd'hui, il nous revient de sonner le tocsin. Les niches fiscales, ce poison pour la solidarité, se sont multipliées, la charge fiscale des plus aisés s'est massivement allégée au cours des dernières années : réduction d'impôts pour les hauts revenus et les grandes fortunes, suppression des taxes sur les successions, allègement des impôts sur le bénéfice des entreprises.

Le résultat : les 300 personnes les plus riches de Suisse disposent aujourd'hui de 100 milliards de plus qu'avant la crise financière et la Suisse est, avec la Namibie ou Singapour, un des pays où la fortune est la plus inégalement répartie. On estime que 10% de la population y possède plus de 83% de la fortune totale. Bien sûr, ces grandes fortunes agissent sur le plan global, et comme Thomas Picketty, l'économiste français, l'a démontré de manière convaincante, le capital génère partout plus de revenus que la croissance économique. Mais sur le plan national, personne ne peut sérieusement contester que la droite porte aussi une part de responsabilité, si les plus aisés n'assument plus leurs obligations que de manière partielle : ils bénéficient d'une **concurrence fiscale dévoyée**, ils ont pu s'abriter derrière l'introduction au cours des années d'une **multitude de niches fiscales**, ils combattent l'introduction d'un impôt sur les successions, ils défendent au mépris du sens commun le plus évident l'imposition au forfait. En un mot, ils mettent à mal, avec l'appui des partis bourgeois qu'ils financent et de groupes de presse qui leurs appartiennent, les ressources de l'état et la cohésion sociale du pays.

Être le parti d'une fiscalité durable, ce n'est pas vouloir augmenter l'impôt. C'est s'assurer que chacun paie sa part. Et deux principes doivent nous guider dans cette tâche : premièrement, les **déductions et les niches fiscales doivent être supprimées** dans toute la mesure du possible, deuxièmement, **l'assiette fiscale** – les revenus soumis à l'impôt – **doit être élargie** de manière à englober tous les types de revenus.

## **Supprimer les niches fiscales**

Pour garder pour le plus grand nombre un taux d'impôt acceptable, il faut commencer par lutter efficacement contre les niches fiscales, et mettre un terme à l'inflation des déductions introduites au titre les plus divers, pour des motifs souvent honorables, mais avec des conséquences catastrophiques pour la répartition de la charge fiscale.

Ces déductions fiscales ne profitent qu'aux riches. En effet, dans un système basé sur la progressivité de l'impôt, la multitude de déductions possibles vident de sa substance le principe de l'imposition selon la capacité économique et financière. Lorsque les familles, les investissements écologiques, les dons à des formations politiques sont encouragés par le

biais de déduction, ce sont toujours les plus hauts revenus qui en profitent tandis que toute la collectivité fait face à la baisse des recettes fiscales.

### **Agir pour toutes les familles**

Renoncer à fiscaliser les allocations familiales, comme le propose aujourd'hui le PDC, c'est offrir des milliers de francs chaque année aux familles les plus aisées, mais quelques dizaines à peine aux classes moyennes et aux milieux populaires. **La famille du directeur pourra, grâce aux impôts économisés, s'offrir une semaine de vacances au Brésil pour voir jouer la Suisse. Celle du mécano peut-être acheter à chaque enfant un T-Shirt de l'équipe Suisse pour regarder le match à la TV.** Et encore, si le canton - étranglé financièrement - augmente les taxes d'écolages, supprime des activités extra-scolaires, ou double la taxe sur les chiens, peut-être serait-elle bien inspiré d'économiser ces quelques francs. Est-ce cela soutenir les familles ?

Oui si vous voulez vous concentrer sur le dix pourcent de familles aisées. Non si vous parlez des familles des classes moyennes ou des familles les plus pauvres. **Agir pour les familles, pour toutes les familles, c'est par exemple garantir que chaque enfant soit soutenu de manière identique, qu'il s'agisse de celui du directeur ou de celui du mécano. C'est donner un chèque par enfant, un rabais à faire valoir sur sa facture d'impôt.** Une politique familiale sérieuse passe par un changement de système, par la suppression des déductions fiscales favorable aux plus aisés et par l'introduction d'un système de chèque par enfant. Et si certains veulent agir pour les familles, au-delà des promesses électorales, ils doivent nous rejoindre. Pour toutes les familles, sans privilèges.

### **Elargir l'assiette fiscale**

Supprimer les déductions fiscales et garantir la progressivité de l'impôt sont donc prioritaires. Mais il importe aussi que l'assiette de l'impôt soit élargie. **Il est essentiel d'imposer tous les types de revenus de manière égale, qu'il s'agisse des salaires, des intérêts et revenus du capital, des dividendes, des héritages, des gains immobiliers.** Maintenir pour le plus grand nombre un taux d'impôt aussi bas que possible commande d'élargir l'assiette fiscale. En d'autres termes, lorsque la Suisse renonce à imposer certaines formes de revenus du capital, lorsque les dividendes échappent à l'impôt, lorsque les cantons suppriment l'impôt sur les successions, c'est la majorité de nos compatriotes qui règle l'addition, par un taux d'impôt plus élevé.

### **Un nouveau *Kulturkampf***

Camarades,

Ces questions d'impôt ne sont pas des questions techniques. Elles sont au cœur du fonctionnement de nos solidarités, à la croisée de nos combats pour une répartition plus juste des revenus, pour un travail décent, pour des services publics de qualité, pour une politique du logement active, pour un système de retraite digne de ce nom.

Bien sûr, nous savons qu'un vent mauvais souffle dans le pays. Nous avons mesuré, à l'aune des dernières votations, le mécontentement d'une partie importante de la population. Nous constatons chaque jour que le climat se durcit. **Longtemps larvé, le combat entre les forces progressistes d'un côté et les conservateurs nationalistes de l'autre éclate au grand jour.** Et ce combat, nous devons le mener.

Le Parti socialiste constitue la seule alternative à la **politique de renoncement des bourgeois en matière de travail, de logement, d'assurances sociales.** Nous sommes la seule alternative aux forces rétrogrades, à ceux qui rêvent de réintroduire le statut de saisonniers, qui organisent des grillades contre des familles syriennes venues se protéger en Suisse. Nous sommes les seuls à pouvoir **contrer ceux qui minent nos institutions, qui tentent de discréditer le Conseil fédéral, qui entendent dresser le peuple contre le parlement et qui vitupèrent à longueur d'estrade contre les tribunaux.**

Nous sommes la seule alternative face aux faussaires de l'histoire, qui agitent la Suisse de 1291 et ses mythes brumeux pour mieux masquer leurs ambitions. Et face à ces manipulateurs, nous sommes seuls à chanter **la Suisse de 1848 et la vitalité de ses institutions ; la Suisse de 1918 et ses espérances de justice sociale.** A ceux qui ont peur, qui veulent fermer portes et fenêtres, qui considèrent que l'ennemi est tapis juste de l'autre côté de la frontière, que les étrangers établis chez nous sont tous des profiteurs en puissance, à ceux qui veulent durcir tant et plus la voie de la naturalisation jusqu'à ce que plus personne ne puisse les rejoindre dans le club fermé des patriotes, opposons **ces foules enthousiastes qui acclament les Shaqiri, Djourou, Mehmedi, Rodriguez, Drmic** et les autres. **Cette Suisse de la migration, cette Suisse qui gagne, cette Suisse qui crée,** cette Suisse-là est une gifle dans la face de tous les nationalistes aux bras nouveaux. C'est la Suisse de l'espoir. Et nous devons traduire en politique cet espoir-là.

Et traduire cet espoir, c'est mener une politique pour tous, sans privilèges. Défendre une **société du « tous ensemble »**, s'assurer que chacune et chacun ait sa place, soutenir et encourager les plus faibles, pour qu'eux aussi aient une perspective de progrès social et humain. Garantir que les plus forts prennent leurs responsabilités et apportent leur contribution au bien commun.

### **Immigration de masse : la gauche doit retourner au combat**

Incarner cet espoir, c'est aussi parler vrai. Dire les choses simplement et directement. Par exemple, **qu'il ne sera pas possible d'appliquer la décision prise par le peuple le 9 février dernier.** Le Conseil fédéral vient de présenter l'addition. De montrer les coûts d'une mise en œuvre linéaire de l'initiative de l'UDC. Il faut lui rendre hommage d'avoir eu le courage de ne pas biaiser ses conclusions. Mais dire aussi que cette addition est trop salée, que les conséquences pour notre pays sont insupportables et qu'il n'est pas question pour le Parti socialiste de laisser réduire à néant des décennies de progrès sociaux.

Camarades,

Nous avons entendu le message du peuple: **la Suisse doit gérer elle-même sa politique migratoire.** Il faut en tenir compte et **il est de notre responsabilité, en qualité de parti**

**gouvernemental, de faire des propositions pour y parvenir.** A ceux qui considèrent que nous devrions simplement attendre l'évolution des choses, espérer un non de l'Union européenne et faire comme si ce vote n'avait pas eu lieu, il faut rappeler que nos électeurs attendent que nous assumions nos responsabilités ; que la politique de l'autruche n'a jamais mené au succès ; que l'économie, et de manière piquante les initiants, souhaitent ce scénario. Mais pas nous. **Ce n'est pas à Bruxelles de mettre un veto à l'application de cette initiative. C'est aux forces vives de notre pays de le faire : aux syndicats, aux branches économiques, à nos universités, au monde culturel, aux partis politiques.**

Nous ferons, en temps et lieu, des propositions pour sortir de l'impasse dans laquelle nous met l'initiative et son application proposée. Mais à ce stade, réunis en Congrès, il importe que le parti socialiste réitère quelques principes

- nous n'accepterons **pas un retour au statut du saisonnier** ;
- nous refuserons d'encourager les entreprises à recourir systématiquement à du **personnel temporaire**. C'est un poison pour les salaires et les conditions de travail de tous ;
- nous n'admettrons pas l'introduction de contingents pour les requérants d'asile, pour les frontaliers, pour les étudiants. En fait, **il est hors de question d'introduire des contingents**.
- Nous ne laisserons pas quelques nationalistes revanchards ruiner nos relations avec l'Union européenne. **Le principe de la libre-circulation doit être maintenu**. Nos relations avec nos voisins doivent être développées et stabilisées.

## **Le peuple a été trompé**

La mise en œuvre de cette initiative va déboucher sur une catastrophe pour la Suisse. Pour notre économie bien sûr. Pour les salarié-e-s surtout, mais aussi pour nos artisans, discriminés face à la concurrence étrangère, pour les étudiant-e-s et les chercheurs, coupés d'échanges essentiels, pour les artistes exclus des programmes européens de soutien et de diffusion d'œuvres culturelles.

Ne nous en prenons pas au Conseil fédéral. Il a fait son travail et il l'a fait correctement. **Lorsqu'au restaurant, l'addition vous semble trop lourde, vous n'engueulez pas le serveur. Vous appelez le patron. C'est pareil ici. Il faudra, un jour ou l'autre, en appeler au peuple.** Commencer dès aujourd'hui par dire que cette décision est erronée et qu'elle devra être corrigée. Immédiatement s'atteler à la définition de réponses crédibles et consistantes aux craintes légitimes exprimées, face à la pression sur les salaires, face à une croissance mal maîtrisée, face à l'intégration déficiente d'une partie des immigré-e-s, face au fait largement ressenti dans la population que la libre-circulation ne profite qu'à quelques-uns .

**Le peuple n'a pas voulu appauvrir et isoler la Suisse. Il n'a pas voulu retourner au statut de saisonniers. Il n'a pas voulu créer un nouveau prolétariat rejeté dans une succession d'emplois temporaires. Il n'a pas voulu sanctionner nos étudiants et reléguer nos chercheurs en deuxième ligue. Le peuple a été trompé par l'UDC.** Et le peuple a exprimé des soucis. Auxquels il nous appartient de répondre. Pour éviter qu'une nouvelle fois, ces craintes ne soient instrumentalisées par ceux pour qui la revanche personnelle et le succès partisan importent plus que la prospérité de notre pays et le bien-être de ses habitant-e-s.

Camarades,

Vous aurez vu comme moi les dirigeants d'économiesuisse s'accoquiner avec l'UDC. Certains ont feint la surprise. Le président du PDC parle d'un syndrome de Stockholm, qui verrait la victime d'un enlèvement développer de la compassion pour son tortionnaire. Quant à Philipp Müller, il hurle à la trahison.

Leur surprise m'étonne. Ces gens-là ont la mémoire courte. Il y a quelques mois, la plupart propageaient l'idée d'une grande alliance bourgeoise. Ils ont conclu ensemble, des accords électoraux pour combattre nos candidats à Bâle-Campagne, à Zurich, à Berne, à Fribourg. Ils envisagent d'apparenter leurs listes à l'UDC pour les élections fédérales. Ils se sont exhibés ensemble, hilares et vaguement ridicules, au sommet d'un élévateur sur la place fédérale pour tenter de convaincre le peuple d'acheter des Gripen. Ils viennent de s'agenouiller devant les Blocheriens en matière de naturalisation des étrangers.

Et ils osent aujourd'hui feindre l'indignation lorsque l'économie s'approche de l'UDC. C'est digne d'un théâtre de Guignol. Mais le public ne rit pas et les applaudissements sont rares. Parce que **chacun sent bien qu'à défendre les intérêts de l'économie avant le bien commun, les choses risquent de mal tourner**. Chacun sait que la soumission des intérêts de tous aux profits de quelques-uns ne peut que mener à la catastrophe. Et tous ont encore en mémoire la crise de 2008, qui a précipité l'Europe dans des difficultés dont elle peine à se sortir. **Une crise causée par la soumission des gouvernants aux intérêts de la finance, par la docilité des partis bourgeois face à leurs bailleurs de fonds, par l'allégeance des responsables politiques de droite à l'économie globalisée.**

Notre réponse a été formulée lors de notre Congrès à Lausanne. Ceux qui ont souri ont eu tort, car nous sommes déterminés à faire progresser notre société vers une démocratisation, vers un retour du pouvoir économique vers les usagers, les salarié-e-s, les assuré-e-s. **Nous voulons démocratiser l'économie, redonner le pouvoir aux usagers des services publics, s'assurer que les salarié-e-s participent aux décisions prises par leurs employeurs, qu'ils tirent profit des bénéfices réalisés grâce à leur travail. Permettre aux patient-e-s de mieux contrôler leurs caisses maladie.**

Et cette démocratisation de l'économie commence par notre lutte pour une caisse publique d'assurance-maladie. Ce combat pour la transparence et contre l'accaparement des profits par quelques-uns, ce combat pour une meilleure prise en charge des patient-e-s et des assuré-e-s, cette lutte pour un système de santé plus efficace, plus transparent, au bénéfice de toutes et tous et non de quelques-uns, ce débat-là a lieu cet été en Suisse. Bien sûr, les vautours qui vivent sur le dos de cette pseudo-concurrence entre caisses maladie se défendent. Les caisses, au mépris évident de leurs devoirs de réserve, multiplient les opérations de propagande. Une désinformation qui témoigne de leur mépris pour leurs assuré-e-s et leur capacité de jugement. Des sociétés comme Comparis, dont le modèle d'affaire repose sur le maintien de primes distinctes entre les caisses, et donc sur la persistance de la chasse aux bons risques, soutient, contre toute logique, que la caisse publique ferait augmenter les primes. Et les politiciens bourgeois honorent leurs jetons de présence dans les Conseils d'administration des assureurs en combattant notre projet avec une agressivité qui en dit long sur les intérêts qu'ils défendent.

Et bien camarades, nous devons leur répondre. Bien sûr pas à coup de millions, mais à l'occasion de chaque discussion, en famille, dans les vestiaires du club de foot, au travail, après la répétition du chœur mixte. Il faut dire et redire « ça ne peut pas continuer comme ça ! ». **Les intérêts des patient-e-s doivent passer avant ceux des actionnaires des caisses** et nous devons travailler ensemble, pour tous, sans privilèges. Et quel que soit le sort de notre initiative, il faudra poursuivre ces discussions. Continuer à défendre un projet de société dans lequel chacune et chacun trouve sa place ; où tout un chacun peut vivre comme bon lui semble, avec sérénité et confiance. Dans seize mois auront lieu les élections fédérales. Des élections que nous entendons bien gagner, parce que nous défendons, seuls contre tous, la vision d'une Suisse pour tous, sans privilèges.